



plexes. Dans ce même secteur, les activités ont aussi crû de façon constante au Sénégal, au Cameroun et au Zaïre.

Au Sahel, les orientations sont axées sur deux pôles principaux : le désenclavement par la construction de routes et de chemins de fer, l'allégement du problème alimentaire en favorisant l'essor d'une agriculture de base et des activités sectorielles ayant une base rurale (la pêche, par exemple, au Sénégal).

En Afrique Atlantique, de façon générale l'ACDI intervient dans le domaine des infrastructures : chemins de fer et barrages hydro-électriques représentent les deux grands secteurs où le Canada est présent. Quant aux autres projets mis en œuvre dans cette partie de l'Afrique, disons que l'ACDI travaille en « amont » ou en « aval » de la production; elle finance, par exemple, le transfert de technologie et d'équipement (électrification rurale en Côte d'Ivoire, creusage de puits au Niger, en Côte d'Ivoire), et dans presque tous les pays francophones son assistance technique et son appui financier soutiennent l'éducation, la formation et la gestion du secteur public.

Approche verticale

En Afrique centrale, les interventions sont plus variées en raison de différences très marquées entre les pays. Ainsi l'ACDI intervient au Cameroun principalement au niveau des infrastructures de transport. Elle a aussi contribué au financement du Transcamerounais et elle est un des plus gros bailleurs de fonds des travaux d'agrandissement du port de Douala. Toujours au Cameroun, un autre secteur d'intervention plus récent : le développement rural auquel elle apporte un appui par des actions verticales, au sens où elle prend une production, la pêche, par exemple, et où elle intervient non seulement au niveau des prises mais aussi au niveau des centres de maréyage, de transformation, de mise en marché. Troisième secteur d'intervention : la médecine préventive par le biais de la formation de médecins dans le domaine de la lutte contre les grandes endémies.

Au Zaïre, l'ACDI se concentre dans trois secteurs. D'abord le développement forestier par une approche verticale : elle part de l'inventaire forestier jusqu'à l'exploitation, la formation de techniciens, la mise en marché et le reboisement. Le développement agricole ensuite, par les cultures vivrières et



l'élevage, (elle est engagée dans un projet d'élevage avec la Banque mondiale, la France, et la RFA). Enfin, l'énergie hydro-électrique avec option tournée vers la transmission d'énergie dans des régions où il existe déjà une émergence locale.

Relancer l'économie

Au Rwanda où le décalage est fortement marqué entre la croissance démographique et la production alimentaire rurale, on tente de faire une récupération des espaces marécageux dans la vallée du Mutara. L'ACDI est également présente dans les télécommunica-

tions et dans la prospection géophysique du pays. Par ailleurs, fidèle à ses engagements antérieurs, le Canada prolonge jusqu'en 1984 son appui à l'Université nationale du Rwanda où les Canadiens sont présents depuis 1963.

Dans les pays du Maghreb, la contribution du Canada a été et reste très importante au niveau des décaissements. En développement rural, des projets d'agriculture, de formation de techniciens (agricoles et autres) représentant des appuis solides de la coopération canadienne. Le Canada contribue, par exemple, au financement de barrages en Tunisie. En éducation, l'ACDI soutient des institutions et maintient une assistance technique. Tunisiens, Algériens, Marocains obtiennent des bourses pour